

# JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATION POUR L'INDUSTRIE ! LE JEUDI 5 NOVEMBRE 2026

La Fédération CGT de la Métallurgie appelle les salariés, les syndiqués CGT et l'ensemble des militants, à se mobiliser massivement, par des arrêts de travail, et en participant aux manifestations organisées à **Paris, Lyon, Bordeaux, Valenciennes, Mulhouse, Marseille et Nantes**.

Notre pays fait face à une vague de casse industrielle d'une ampleur rarement atteinte. Dans de nombreuses filières – automobile, sidérurgie, électronique, verre et céramique, chimie, construction, aéronautique, caoutchouc, textile, etc. – la situation de l'emploi est dramatique. Des milliers d'emplois sont directement menacés.

Les fermetures de sites industriels, les délocalisations, le démantèlement des services publics, la précarisation et l'ubérisation du travail dégradent considérablement les conditions de vie des salariés, des retraités, des chômeurs et des jeunes, premières victimes du chômage et de la précarité.

**Pourtant, jamais les aides publiques aux entreprises n'ont été aussi importantes.** Elles ont doublé depuis le début des années 2000. Elles représentent aujourd'hui près de 200 milliards d'euros par an, versées sous forme d'aides et de subventions, sans contrôle de leur utilisation, à ces mêmes entreprises qui continuent de licencier et de délocaliser. Dans le même temps, les grands groupes industriels cotés en Bourse, ont vu leurs profits exploser, distribuant près de **400 milliards d'euros de dividendes** à leurs actionnaires. **C'est scandaleux !**

Nous refusons une industrie guidée uniquement par les intérêts du capital, dont la conséquence directe est l'appauvrissement de nombreux territoires. **Notre pays a besoin d'une véritable politique industrielle répondant aux besoins sociaux et aux défis environnementaux.**

C'est un enjeu majeur qui doit être au cœur du débat politique, notamment à l'approche des prochaines élections présidentielles. L'industrie est indispensable pour répondre aux besoins essentiels de la population : alimentation, eau, énergie, transports, santé, éducation, logement, culture...

Il est donc urgent de réindustrialiser le pays, de nationaliser certains secteurs stratégiques et de relocaliser des capacités de production. Il ne s'agit pas de tout fabriquer sur notre territoire, mais de construire des échanges internationaux équilibrés qui ne reposent pas sur le dumping social et environnemental.



Une industrie moderne ne peut se développer sans des services publics forts comme l'éducation, la recherche, la santé, les transports, le logement... La dépense publique et la commande publique sont des leviers essentiels pour créer des emplois et lutter contre le fléau du chômage. L'exemple d'Airbus montre qu'une politique industrielle ambitieuse ne peut se construire sans l'intervention de la puissance publique.

**D'autres choix sont possibles.** Pour cela, la mobilisation des salariés est indispensable. La CGT porte notamment les revendications suivantes :

- L'instauration d'une Sécurité sociale professionnelle garantissant le maintien du contrat de travail et des droits des salariés victimes d'un licenciement ;
- Un plan national de maintien et de relocalisation des emplois et des outils industriels, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central dans l'industrie ;
- La conditionnalité des aides publiques, notamment sur l'emploi, les conditions de travail et l'environnement ;
- La nationalisation immédiate du groupe ArcelorMittal ;
- Une loi encadrant les relations entre donneurs d'ordres et sous-traitants ;
- Une réforme structurelle des Tribunaux de commerce ;
- Un plan d'urgence pour l'investissement productif, avec la création d'un pôle public financier.

Le 5 novembre, faisons de la grève dans la métallurgie un temps fort de conquêtes sociales. Ensemble, remettons au cœur du débat une industrie au service de la population, qui protège les emplois et qui garantisse de nouveaux droits pour tous. Le 5 novembre, participons massivement aux rassemblements organisés par la CGT devant les sites industriels, les préfectures et les sièges du patronat.

**LE 5 NOVEMBRE 2026,  
TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION !**



**J'agis,  
je m'engage,  
je me syndique !**